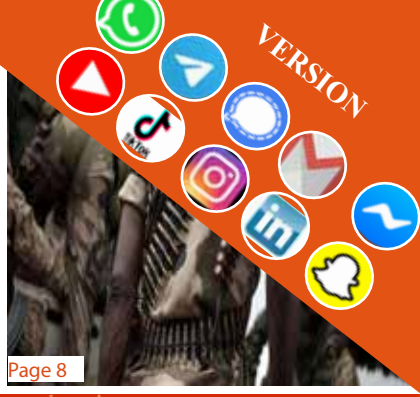
Ethiopie : Plus de 8500 tigréens détenus dans des camps

Page 2



Centrafrique: Le groupe Castel accusé de crimes contre l'humanité



Page 8

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 04 Juillet 2022
7 j/s/7

N°1977 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.





CEDEAO : Les sanctions contre le Mali levées, Embalo Sissoco, nouveau président en exercice

Page 14

Le gouvernement ougandais invite les enseignants grévistes à des pourparlers



Page 3

Burkina Faso : L'espérance de vie en hausse, une baisse de natalité entre 2006 et 2019



Page 11

ETHIOPIE

Plus de 8 500 tigréens détenus illégalement dans des camps, selon un organisme officiel



La Commission éthiopienne des droits humains (EHRC), organisme officiel, a exigé mercredi 29 juin la libération immédiate de 8 560 Éthiopiens originaires du Tigré, détenus depuis décembre 2021 dans deux camps « sans base légale et de manière discriminatoire ».

Les 8 560 éthiopiens sont issus de trois districts de la région Afar frontalière du Tigré, à savoir Abala, Konba et Berhale en lien avec le conflit en cours dans le nord de l'Ethiopie. Ils ont été contraints de se déplacer en 2014 par les forces de sécurité en collaboration avec les autorités locales dans deux camps à savoir Semera et Agatina dans la ville de Semera.

Lors d'une visite de suivi, les responsables ont constaté que "les hommes et les femmes ont été séparés, forçant les membres d'une même famille à vivre séparément. Le manque de soins humanitaires et médicaux dans les camps a entraîné des épidémies et même des morts", selon le communiqué de la Commission de l'EHRC qui ajoute qu'il est interdit aux détenus d'aller dans un centre de santé sauf en cas d'accouchement et cela a exacerbé la situation.

La suite à la page 3

OUGANDA

La suite de la page 2

Dans un des camps, les membres de la Commission ont constaté une jeune femme souffrante de trouble mentale enchaînée par sa famille, une dizaine de blessés graves, 5 enfants handicapés mentaux et des enfants de 4-5 ans souffrant de maladies de peau.

“Ils doivent être libérés immédiatement car il s’agit d’arrestations illégales et arbitraires fondées sur l’identité ethnique”, a déclaré le chef de la commission, Daniel Bekele. “S’il y a des personnes qui veulent rester dans le camp jusqu’à leur retour à leur lieu de résidence, cela doit être fait volontairement et sans aucune restriction et doivent recevoir le soutien et l’assistance nécessaires”, a-t-il ajouté.

Cependant, les responsables de la région Afar ont affirmé “restreindre les mouvements des individus pour leur propre sécurité ainsi que pour effectuer un filtrage de ceux soupçonnés de crimes ou représentant un risque pour la sécurité”, selon l’EHRC.

Lucien DAKISSAGA

Le gouvernement appelle à des pourparlers pour mettre fin à la grève des enseignants



Le gouvernement ougandais a invité les dirigeants du syndicat à des négociations pour mettre fin à la grève en cours qui paralyse les écoles publiques.

Plus de 100 000 enseignants ont abandonné les classes le 15 juin à cause de ce que l’Uganda National Teachers Union ,Unatu, a qualifié d’”augmentation de salaire discriminatoire”. Malgré la menace de licenciement la semaine dernière de tous les professeurs impliqués dans l’action revendicative, la secrétaire permanente du ministère des Services publics Catherine Bitarakwate,a invité lundi des responsables d’Unatu à des pourparlers le 1er juillet. Mardi, le ministre de l’Éducation PS Alex Kakooza a également invité l’Unatu à une réunion présidée par la vice-présidente Jessica Alupo le mercredi 29 juin, pour «discuter des moyens de mettre fin à la grève en cours des enseignants». Pour nous, nous avons posé nos problèmes devant eux. Notre position reste la même. Nous irons les écouter car ils se disent prêts à régler ces problèmes “, a déclaré à Nation Africa , le secrétaire général de l’Unatu, Filbert Baguma.

La suite à la page 4

La suite de la page 3



Le gouvernement appelle à des pourparlers pour une reprise des cours

Le bras de fer a poussé le président Museveni à convoquer une réunion avec le conseil exécutif de l'Unatu et les ministres de l'Éducation et de la Fonction publique, au cours de laquelle il a demandé aux syndicats d'annuler la grève et de reprendre le travail. Une tentative de médiation qui a échoué puisque, les dirigeants d'Unatu ont refusé de mettre fin à l'action revendicative, provoquant une vague de menaces de la part de responsables gouvernementaux, qui ont qualifié la grève d'illégale. Un enseignant du primaire gagne actuellement 568 000 Ush soit 153,4 dollar par mois, tandis qu'un diplômé et un enseignant diplômé du secondaire gagnent respectivement 745 000 Ush soit 199,8 $ et 1,1 million Ush ,environ 297,1 dollar .La grève des enseignants, intervient cinq mois seulement après la réouverture des écoles et après une fermeture de deux ans due à la pandémie de Covid-19. Cette fermeture a déjà provoqué l'indignation alors que plus de huit millions d'enfants ont abandonné les classes.

K.Fiakofi

L'ex APMP dénonce le caractère non inclusif de l'élaboration du chronogramme de la transition

L'ex APMP (Alliance des Partis de la Majorité Présidentielle) a tenu une conférence de presse le vendredi 1er juillet 2022 à Ouagadougou. La situation nationale marquée par l'insécurité et la récente rencontre d'information initiée par le gouvernement sur la "*feuille de route de la transition*", ont été entre autres sujets abordés.

Selon l'ex APMP, la situation sécuritaire reste délétère malgré l'avènement des militaires au pouvoir. Elle est marquée par la recrudescence des attaques terroristes, l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes, la fermeture des écoles et centres de santé, la vie chère; etc. "*Face à ce sombre tableau clinique de la vie nationale et à la détresse des populations,*

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Selon l'ex APMP, la situation sécuritaire reste délétère malgré l'avènement des militaires au pouvoir

contre toute attente, les autorités de la transition ont choisi de verser dans une fâcheuse rhétorique et une abominable communication tendant à occulter des réalités qui rythment le quotidien des Burkinabè", a dénoncé le chef de la délégation de l'ex APMP, Bala Alassane Sakandé.

Tout en appelant l'ensemble de la population burkinabè à œuvrer pour une véritable réconciliation nationale, l'ex APMP a invité les autorités de la transition à répondre aux aspirations du peuple. "*Il est temps que les autorités de la transition cessent de ruser avec les attentes légitimes de notre peuple en s'inscrivant dans une démarche politique vertueuse et inclusive en lien avec le vivre-ensemble*", a fustigé Bala Sakandé, soulignant que l'un des premiers actes consistent ''*en la libération totale et sans condition du président Roch Marc Christian Kaboré*''.

Le caractère non inclusif de l'élaboration du chronogramme de la transition

Évoquant la rencontre du Premier ministre avec la classe politique au sujet du chronogramme de la transition en cours, l'ancien président de l'Assemblée nationale Bala Alassane Sakandé, a indiqué qu'il leur a été ''*servi une simple et superficielle rencontre d'informations en lieu et place d'une réunion de concertation autour d'un chronogramme, surtout électoral, que nous étions légitimement en droit d'espérer*''. Cela dénote, a-t-il poursuivi, d'un certain mépris à l'égard de certaines composantes de la vie nationale. Intervenant sur le même sujet, le Coordonnateur de l'Alliance, Clément Sawadogo, a indiqué que l'ex APMP n'a jamais été associé à l'élaboration du chronogramme de la transition. Pourtant "*le caractère inclusif de ce débat est incontournable*", a-t-il ajouté. Quant à Me Stanislas Sankara, membre de l'Alliance, il souligne que leur coalition, fort d'une centaine de partis, ne souhaite pas que la transition puisse durer plus de 24 mois. Une position qu'ils ont soutenu durant les assises nationales, a-t-il précisé. "*L'Alliance exprime son désaccord sur les méthodes utilisées et exige une concertation franche, sincère, inclusive et féconde avec l'ensemble des composantes de notre nation en vue de décliner des modalités consensuelles de retour à une vie constitutionnelle normale*", a martelé Alassane Bala Sakande. C'est à cette seule condition que les institutions internationales et communautaires donneront du crédit à la transition, ont-ils conclu.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Le président Damiba échange avec les leaders religieux



Le président du Faso a invité les leaders religieux à être des acteurs de la paix et de la cohésion sociale

En fin de matinée du jeudi 30 juin 2022, le président du Faso Paul-Herni Damiba a reçu en audience des leaders religieux du pays. Le contexte sécuritaire du Burkina Faso, le retour à la paix et la réconciliation nationale ont été les principaux sujets évoqués.



Une vue des différents leaders religieux lors des échanges de ce 30 juin

D'entrée de jeu, l'hôte du jour, le président Paul-Herni Damiba a situé le mobile qui a sous tendu la tenue de ce tête-à-tête. A l'entendre, les responsables des différentes entités religieuses ont une place importante dans le retour à la stabilité du pays et dans sa marche vers un meilleur devenir. « J'ai voulu cette rencontre pour qu'ensemble nous nous interrogions sur le rôle que les leaders religieux p*euvent et doivent jouer pour aider notre pays à relever la tête et à reprendre sa marche vers le*

La suite à la page 7

La suite de la page 6



Photo de famille du président du Faso Paul Damiba et les leaders religieux du pays

développement et le progrès », a précisé le chef d'État. Le président du Faso a ensuite invité ses interlocuteurs à être des relais de cohésion sociale, de patriotisme, d'unité car selon lui, la lutte contre le terrorisme et la réconciliation nationale vont de pair. Il a confié que les échanges qu'il a récemment eus avec ses prédécesseurs Jean Baptiste Ouédraogo et Roch Kaboré sont à inscrire dans cette logique.

Rencontre favorablement accueillie par les leaders

Par ailleurs, à l'endroit des leaders religieux, le président Damiba a plaidé pour qu'ils s'impliquent davantage dans leurs prêches, intercessions, prières et conseils afin « d›inciter chaque Burkinabè à semer les graines de la tolérance et du pardon dans son cœur ». Tour à tour, les visiteurs ont remercié le président Damiba pour son esprit de considération et d'ouverture. Henri Yé, président de la Fédération des Eglises et Missions Évangéliques (FEME) a trouvé l'initiative bonne en ce qu'elle permet de formuler des recommandations pour un Burkina Faso plus prospère. La communauté catholique y était aussi et son représentant Monseigneur Gabriel Sayaogo, Archevêque de Koupéla, a également qualifié la rencontré de bénéfique. « Nous sommes très contents de ce qu'il nous a adressé comme paroles, nous sommes très contents de ce qu'il *attend de nous et nous allons essayer de jouer notre partition dans la stabilisation de ce pays, dans la sécurité, dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale»*, a-t-il indiqué. La communauté musulmane par la voix de son président Moussa Kouanda, a exprimé son engagement pour accompagner les autorités dans l'atteinte des objectifs de stabilisation du pays et de réconciliation nationale. « Nous avons marqué notre disponibilité avec toutes les sensibilités musulmanes pour l'accompagnement de cette initiative », a-t-il précisé. A noter que depuis sa prise du pouvoir le 24 janvier 2022, le président du Faso Paul Damiba a eu au moins trois tête-à-tête avec les leaders religieux burkinabè.

Abdoul Karim TAPSOBA

CENTRAFRIQUE

Le groupe Castel accusé de complicité de crimes contre l'humanité



Le groupe français est présent en Centrafrique comme dans beaucoup d'autres pays africains où il tient le monopole de la production de boissons

Une filiale du géant français des boissons Castel est accusée par L'ONG The Sentry d'avoir soutenu financièrement des rebelles en Centrafrique.

Le parquet de Paris va officiellement pouvoir se pencher sur la sulfureuse affaire mettant en cause SUCAF RCA, une filiale du géant français des boissons Castel, dont le siège social est à Bordeaux. L'enquête a été ouverte, le mercredi 30 juin 2022, suite à un rapport publié par l'ONG The Sentry, spécialisée dans la traque de l'argent sale. Selon francebleu.fr, le géant français est accusé d'avoir soutenu financièrement des rebelles en Centrafrique pour sécuriser son "*usine et les champs de canne à sucre*" et "*tenter de protéger le monopole de la société*". Pour leur part Me Clémence Witt et Me Anaïs Sarron, avocates de The Sentry, se sont réjouis, selon RFI, de cette avancée, estimant que ces investigations "*devraient permettre de faire la lumière sur les éventuelles responsabilités de sociétés et d'individus, notamment français, dans la commission de crimes d'une extrême gravité*".

En effet, le rapport de The Sentry, sorti en août 2021, avait révélé que la sucrerie SUCAF RCA, appartenant au groupe Castel, avait voulu protéger son monopole en

La suite à la page 9

La suite de la page 8

Centrafrique, en négociant avec le groupe armé UPC, pourtant accusé de multiples exactions. Un "arrangement" dans lequel les rebelles sécurisaient son usine et son champ de canne à sucre, en échange de quoi SUCAF RCA finançait la milice par des paiements directs ou en nature.

Des accusations qui ont été rejetées par l'entreprise Castel. Me Pierre-Olivier Sur, l'un des avocats du groupe, cité par lorientlejour.com, a dénoncé une "*tentative de déstabilisation d'un des derniers fleurons agro-alimentaires français en Afrique*" et estimé qu'un "*procès en dénonciation calomnieuse*" suivrait. A l'instar du groupe Castel, plusieurs enquêtes visant des entreprises françaises ont déjà été ouvertes à Paris pour complicité de crimes contre l'humanité, a indiqué francebleu.fr. BNP Paribas est visé pour son rôle lors de la guerre au Darfour et dans le génocide rwandais. Le cimentier Lafarge a lui été mis en examen, soupçonné d'avoir versé via une filiale des millions d'euros à des groupes terroristes, dont le groupe Etat islamique (EI), pour maintenir l'activité d'une cimenterie en Syrie en 2013 et 2014.

Roseline BADO

Contre le terrorisme, L'ONI-TR prône l'unité nationale



Le SG de l'ONI-TR, Mohamed Ilboudo (centre) a invité les Burkinabè à s'unir pour éradiquer le terrorisme

Dans la matinée du 2 juillet 2022, l'Observatoire National Indépendant pour une Transition Réussie (ONI-TR) a tenu un point de presse à Ouagadougou. Au cours de cette rencontre, le contexte sécuritaire difficile du pays a été largement évoqué.

C'est un secret de Polichinelle de dire que le Burkina Faso traverse depuis quelques années une crise sécuritaire la plus difficile de son histoire. Cette situation, selon les conférenciers, a engendré des conséquences graves sur les plans humanitaire et social. Sur le front de la lutte anti-terroriste, l'ONI-TR dit avoir noté une prouesse des forces combattantes même si les attentes restent toujours fortes. « *Malgré la résilience héroïque de nos populations, la résistance patriotique de nos Forces de Défense et de Sécurité et de nos Volontaires pour la Défense de la Patrie et le soutien actif de nos amis, l'évolution de la situation tarde à s'inverser véritablement. Pourtant les coups portés à l'ennemi*

La suite à la page 10

La suite de la page 9



Dans le cadre de la réconciliation nationale, les leaders de l'ONI-TR souhaitent le retour au bercail de Blaise Compaoré

sont très durs et ont des effets évidents sur son moral et sur son déploiement », analyse Mohamed Ilboudo, secrétaire général de cette structure. Le 1er avril dernier, le chef de l'Etat Paul-Herni Damiba avait donné un délai de cinq mois pour établir un premier bilan de la lutte anti-terroriste. À deux mois de cette échéance, de nombreuses voix s'élèvent pour exiger plus de résultats aux nouvelles autorités.

Faciliter le retour des exilés politiques à l'image de Blaise Compaoré

Pour les conférenciers, les auteurs de ces opinions sont de mauvaise foi et sont principalement issus du régime déchu. Récemment, le Conseil de défense et de sécurité nationale a décidé de la création de deux zones d'intérêt militaire et de la mise en place d'une Brigade de veille et de défense patriotique. Mohamed Ilboudo et ses camarades saluent cette décision et exhortent les populations à consentir des efforts pour l'intérêt superieur de la nation burkinabè. Sur le plan de la réconciliation nationale, l'ONI-TR felicite le président Damiba pour son esprit de dialogue et l'invite à se baser sur le pardon pour faciliter le retour des exilés politiques à l'image de l'ancien président Blaise Compaoré. « *Pourquoi continuer sur la voie sans issue de Verité-Justice-Reconciliation alors que notre pays est en train de disparaitre sous nos yeux du fait entre autres de la division irraisonnée de ses fils. Oui, il faut se pardonner, taire nos rancœurs, dépasser nos égos, avoir l'humilité de reconnaître que nul n'est totalement blanc et que nul n'est aussi coupable à lui tout seul* », martèle Mohamed Ilboudo. En rappel, l'ONI-TR est une coalition de plusieurs dizaines d'organisations de la société civile. Présente dans quatre provinces du pays, cette structure mène plusieurs activités entrant dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

La population est estimée à 20 505 155 habitants et les femmes vivent plus longtemps que les hommes (INSD)



Une vue du présidium lors de la présentation des résultats

Les responsables de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ont procédé le vendredi 1er juillet à la présentation officielle des résultats du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2019 à Ouagadougou. Le cérémonie de présentation a été présidée par le ministre de l'économie, Seglaro Somé, représentant du Premier ministre Albert Ouédraogo.

Selon le résultat définitif du recensement de la population burkinabè de 2019 dévoilé par l'INSD, la population burkinabè est estimée à 20 505 155 habitants dont 10 604 308 femmes (51,7%) contre 9 900 847 d'hommes (48, 3%). L'espérance de vie a connu une augmentation de 5,2 ans entre 2016 et 2019 soit 64 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes. Le rapport montre une pyramide des âges à base large et le sommet effilé, signe d'une population majoritairement jeune, malgré une baisse de natalité entre la période 2006-2019 estimée à 2,94% contre 3,12% pour la période 1996-2006. Les jeunes dont l'âge est compris entre 0-15 ans représentent (61,5%) , les -35 ans (77,9%) et les +65 ans (3,4%).

La suite à la page 12

La suite de la page 11



Une vue des participants, lors de la présentation des résultats

Cependant, l'INSD note que la majeure partie de cette population vit en milieu rural (15 145 043 habitants, soit 73,9 % de la population) contre 26,1% en milieu urbain (5 360 112) notamment dans les deux grandes villes à savoir Ouagadougou : 2 415 266 habitants,(45,1 %) Bobo-Dioulasso :904 920 habitants, (16,9 %).

Les caractéristiques socioculturelles de la population

La majeur partie de la population résidente sur le territoire national, a pour obédience religieuse l'islam (63,8%), les catholiques représentant 20,1%, l'animisme est là religion de 9,0% de la population, suivi du protestantisme 6,2%, les sans religion et autre représentent respectivement 0,7 et 0,2% de la population. Dans la région du Sud-Ouest, l'animisme est pratiqué par 48,1% de la population.

S'agissant des langues parlées, le rapport indique une forte prédominance du Mooré (52,9%), suivi du fulfulde (7,8%) et le gourmantché (6,8%). La langue officielle du pays, le français n'est parlé que par 2,2% de la population.

Natalité et fécondité

Le taux brut de natalité en milieu urbain est estimé à 35,8% soit 4,1 enfants par femmes contre 40, 7% en milieu rural soit 5,8 enfants

La suite à la page 13

La suite de la page 12

par femme. Sur le plan national, le taux brut est de 39,4% soit 5,4 enfants par femme.

En 2019, l'espérance de de vie en milieu urbain s'élevait à 65,1 ans contre 60,9 en milieu rural. Quant à la mortalité, elle est de 7,7% en milieu rural contre 9,4% en milieu rural.

Dans le domaine de l'éducation, les hommes sont plus scolarisés que les femmes. Selon l'INSD, le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus est estimé à 29,7%. Cette proportion est plus élevé en milieu urbain que rural. La région du Centre est la mieux scolarisée (57%), s'en suit les Haut-Bassins (35,4%), le Sahel vient en dernière position avec 12,5% de personnes scolarisées. Par ailleurs 63% des personnes âgées de 3 ans ou plus ne sont jamais allées à l'école. Seulement 5,5% ont le niveau secondaire ou supérieur, tandis que près de la moitié des jeunes de 15 à 34 ans (45,7%) ne sont ni dans l'emploi ni dans un programme d'éducation ou de formation.

Taux de chômage

Le taux de chômage calculé selon la méthode du Bureau International du Travail demeure élevé et se situe à 7,1%. Les régions les plus touchées par le chômage sont le Sahel (17,1%), le Nord (10,1%) et le Centre (8,9%).

Les contraintes et défis majeurs rencontrés sur le terrain de la collecte des données

Selon les responsables de l'INSD, en raison du fort défis sécuritaires, 9 communes non pas été recensées et 52 autres recensées partiellement dont 23 avec des niveaux de dénombrement satisfaisant. Des difficultés ont été rencontrés avec les outils de collecte tels que: le nombre insuffisant des smartphones, le paramétrage non exhaustif, faible autonomie, etc. Des questions liées à la cartographie, l'absence de couverture du réseau de communication et d'internet dans des

localités et enfin le mauvais comportement de certains agents (lenteur, abandons, refus au

redéploiement, etc.)

Il faut noter que le projet a bénéficié d'un financement à hauteur de 17,8 milliards de FCFA dont plus de 50% par l'État burkinabè.

La cérémonie de présentation a été marquée par la présente d'éminentes personnalités dont le ministre de l'Economie, Seglaro Somé, représentant le Premier ministre, Albert Ouédraogo, de la gouverneur de la région du Centre-sud, Dalo Yvette Sanou et de la Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies, Mme Barbara Mazi. Ils ont ensemble salué le mérite et l'engagement de tous les acteurs qui ont œuvré à la réussite de cette opération.

Lucien DAKISSAGA

AFRIQUE DE L'OUEST

La CEDEAO lève ses sanctions économiques et financières contre le pays

Au cours d'un sommet ce dimanche à Accra au Ghana, les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont levé les sanctions commerciales et financières qui pesaient sur le Mali depuis janvier. Ces sanctions faisaient suite à la volonté de la junte militaire au pouvoir de prolonger le mandat de la transition pour cinq ans. D'autres décisions importantes ont été prises au sujet du Burkina Faso et de la Guinée, deux pays également dirigés par les hommes en treillis.



Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embalo a été désigné président en exercice de la CEDEAO lors du 61e sommet

Les signaux étaient plutôt positifs ces derniers jours avec l'adoption par le Mali d'un certain nombre de prérequis indispensables pour l'allègement des sanctions, relate Le Figaro qui précise que les autorités ont annoncé mercredi dernier un calendrier électoral fixant la présidentielle à février 2024, le référendum constitutionnel à mars 2023, et les législatives entre octobre et novembre 2023. Ce calendrier est venu compléter l'adoption le 17 juin d'une nouvelle loi électorale et la mise en place d'une commission chargée de rédiger la nouvelle Constitution. «Le sommet a décidé de lever toutes les sanctions économiques et financières à partir de ce jour» mais maintient les sanctions individuelles et la suspension du Mali des organes de la Cédéao jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel, a déclaré lors d'une conférence de presse Jean-Claude Kassi Brou, président sortant de la Commission de la Cédéao, à l'issue du 61e sommet de la Cédéao, ce dimanche 3 juillet à Accra, au Ghana. Les sanctions incluant la fermeture des frontières, le gel des avoirs maliens et la suspension des échanges commerciaux et financiers sont levées. Par ailleurs, les ambassadeurs de la Cédéao qui étaient en poste à Bamako et qui avaient été rappelés vont pouvoir aussi revenir dans la capitale malienne. Cependant l'organisation ouest-africaine a décidé

La suite à la page 15

La suite de la page 14



Les sanctions contre le Mali levées mais celles contre les personnalités de la transitions maintenues

du maintien des sanctions financières qui ciblent les dirigeants de la junte. Le pays reste également suspendu des instances de la Cédéao.

Le Burkina Faso doit revoir la durée de sa transition

Autre pays dirigé par une junte militaire : le Burkina Faso qui traverse une crise sécuritaire sans précédent à l'image du Mali. Après le renversement du pouvoir de l'ex- président Kaboré par un groupe d'officiers militaires conduit par le Lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, le pays se trouvait dans le collimateur de la CEDEAO. Des sanctions avaient été adoptées contre ce pays mais jamais appliquées. Les autorités de la transition avait prévu une période de transition de 36 mois. Un calendrier qui avait été rejeté par l'organisation sous régionale qui exigeait également la libération de l'ancien président gardé en résidence surveillée. Vendredi, Mahamadou Issoufou médiateur de la CEDEAO dans ce pays avait salué «l'ouverture au dialogue» des militaires et dit avoir «échangé sur le chronogramme de la transition» présenté mercredi aux leaders politiques. Mais ce dimanche la CEDEAO a annoncé un accord avec le Burkina sur une transition de 24 mois. Par ailleurs dans un communiqué dans un communiqué publié ce dimanche, le gouvernement de la transition a annoncé la mise en liberté totale de l'ancien président Roch Marc Christian Kaboré. C'est à croire donc que la CEDEAO a tenu compte de l'évolution de la médiation conduite par Mahamadou Issoufou.

Changement à la tête de l'organisation

Les leaders ouest-africains ont par ailleurs rejeté dimanche les 36 mois de transition proposés par la junte guinéenne sans annoncer de nouvelles sanctions, a indiqué Jean-Claude Kassi Brou. Ils ont nommé un nouveau médiateur, l'ancien président béninois Thomas Boni Yayi, un préalable indispensable pour de nombreux partis d'opposition afin de participer au dialogue voulu par le gouvernement, rapporte Le Figaro. Les dirigeants ouest-africains ont choisi comme nouveau président en exercice de la Cédéao Umaro Sissoco Embalo, président de la Guinée-Bissau. Il remplace son homologue ghanéen Nana Akufo-Addo. Le diplomate gambien Omar Alieu Touray 56 ans a lui été désigné président de la commission de l'organisation en remplacement de l'ivoirien Jean-Claude Brou.

August Don de Dieu

ANNIVERSAIRE



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mauritanie : 7 nouveaux cas du coronavirus et 10 guérisons



Le ministère mauritanien de la santé a annoncé, samedi dernier, la découverte de 7 nouveaux cas du coronavirus au cours des dernières 24 heures, a informé Sahara Média. Le ministère a ajouté avoir enregistré également 10 guérisons. Ces résultats ont été obtenus à l'issue de 775 tests dont 663 tests TDR, a indiqué notre source. A noter qu'en Mauritanie, la pandémie du Covid-19 a fait 59.814 cas avec 983 décès, à la date du 29 juin 2022.

Mauritanie : approbation par l'assemblée nationale de la création d'un fonds de solidarité africain



Selon Sahara Média, le parlement mauritanien a adopté, mardi dernier, lors d'une séance plénière, l'accord portant création du fonds de solidarité africaine, signé le 21 décembre 1976, et ses aménagements subséquents. En exposant le projet de loi devant les députés, le ministre des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs, Ousmane Mamoudou Kane, a dit que ce fonds constitue un organisme international doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Nigeria : le Royaume-Uni établit un accord migratoire



Selon Africanews, la ministre de l'Intérieur britannique Priti Patel a annoncé sur Twitter la mise en place d'un nouvel accord relatif à l'immigration, établi cette fois avec le Nigeria. Selon le média rapportant les propos du ministre anglais, les deux pays souhaitent ensemble lutter contre l'immigration clandestine, ce qui «*permettra d'augmenter l'expulsion de criminels dangereux, afin de rendre nos rues plus sûres*».

Mauritanie : Aura Energy lance une étude d'optimisation au projet d'uranium Tiris



Détenu à 85 % par l'australien Aura Energy en Mauritanie, Tiris est l'un des multiples projets d'uranium dont le développement s'est accéléré ces derniers mois en Afrique, a relaté l'Agence Ecofin. L'objectif des différentes compagnies est de faire face à la hausse à venir de la demande mondiale.

Selon Ecofin, les entreprises engagées sont DRA Global à travers sa filiale SENET et Wallbridge Gilbert Aztec qui s'occupera spécifiquement de la conception du circuit de traitement de l'uranium et du sous-produit de la mine qui sera le vanadium.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : un accord de licence d'entreprise pour les produits Microsoft



La transformation numérique continue de s'accélérer en Afrique. Le gouvernement nigérian multiplie les initiatives pour faciliter cette transformation et profiter des avantages de l'économie numérique. Le Conseil exécutif fédéral du Nigeria (FEC) a approuvé, le mercredi 29 juin dernier, un accord de licence d'entreprise pour les produits Microsoft à l'échelle du gouvernement, a relaté l'Agence Ecofin.

Nigeria : le 5 juillet, les catholiques prieront pour les victimes de l'attaque de la Pentecôte



Dans une déclaration, les évêques de la province ecclésiastique d'Ibadan, dans le sud-ouest du Nigeria, ont appelé à une prière spéciale pour les victimes de l'attaque meurtrière de la Pentecôte, selon La Croix. Un mois après le massacre d'une quarantaine de personnes dans une église du sud-ouest du Nigeria, les évêques de la province ecclésiastique d'Ibadan ont fait cette annonce à travers plusieurs canaux de communication.

Nigeria : au moins 4 employés chinois enlevés dans une attaque d'un site minier



Selon VOA Afrique, citant des sources officielles, des hommes lourdement armés ont attaqué, mercredi dernier, une mine dans le centre du Nigeria tuant des membres du personnel de sécurité et enlevant des travailleurs, dont au moins quatre Chinois. Des gangs criminels lourdement armés, appelés localement «bandits», mènent des raids contre des villages du nord-ouest et du centre du Nigeria pour kidnapper ou tuer des habitants depuis des années, mais leurs attaques ont récemment pris de l'ampleur.

Nigeria : forte hausse des admissions d'enfants malnutris à Maiduguri



Depuis mai, les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF) du centre de nutrition thérapeutique de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, sont témoins d'un afflux important d'enfants souffrant de malnutrition, informe cette organisation. Le développement d'une crise nutritionnelle est à craindre, dans cette ville qui accueille de nombreuses personnes déplacées à cause du conflit armé qui ravage l'État de Borno depuis des années. Selon MSF, l'impact cumulé des attaques et des combats entre l'armée nigériane et les groupes armés, qui durent depuis des années dans le Borno, continue de provoquer des déplacements de population.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Kenya : l'inflation a atteint 7,9% en juin, selon le bureau des statistiques



L'inflation des prix à la consommation au Kenya a augmenté à 7,9 % en glissement annuel en juin, contre 7,1 % un mois plus tôt, a déclaré le bureau des statistiques jeudi.Sur une base mensuelle, l'inflation a été de 0,9 %, contre 0,8 % en mai, a indiqué le Bureau national des statistiques du Kenya dans un communiqué.

Soudan : Six personnes tuées, lors des manifestations anti-putsch à Khartoum



Six manifestants ont été abattus par les forces de sécurité, quatre au moins «par des balles» tirées «dans la poitrine», «la tête» ou «le dos», dont un mineur, a rapporté à l'AFP, un syndicat de médecins pro-démocratie, dénonçant aussi des incursions des forces de l'ordre et des tirs de grenades lacrymogènes à l'intérieur même d'hôpitaux de la capitale.

Togo : la vente de carburant dans les bidons interdit



Les stations-services ne sont plus autorisées à vendre le carburant aux clients dans les bidons, selon une décision du ministère du commerce et celui de la sécurité et de la protection civile. La décision vise à alerter sur le caractère inflammable des produits pétroliers. Les deux ministères mettent l'accent notamment sur l'essence et le gasoil. Selon ces derniers, la décision vient garantir la sécurité des citoyens, selon Togo Breaking News.

Libye : dix migrants clandestins retrouvés morts dans le désert nigérien

«Dix corps sans vie de migrants clandestins sommairement enterrés dans des fosses», ont été découverts par une patrouille militaire à une trentaine de km de la ville de Dirkou, frontalière de la Libye, selon un communiqué du ministère de la Défense. Un élu d'Agadez a déclaré, jeudi dernier, à l'AFP, qu'il était «fort possible que ces migrants retrouvés morts aient été abandonnés par leur passeur».



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viapresse.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

TOUCHEZ PLUS D'UN MILLION DE LECTEURS POUR VOS

PROFITEZ
DE NOS TARIFS
PROMOTIONNELS

☑ Publicités

1 page
à 59.000 FCFA
TTC
105 Euros
100 $ USA

☑ Annonces

☑ Publi-Reportages

☑ Communiqués

DIFFUSION
Kiosques numériques
Ebook
Web
Newsletter
WhatsApp
Telegram
Signal
Facebook

☑ Couvertures médiatiques

Notre audience est ici et partout ailleurs

Contactez-nous : 00226 70210208 / 0033 644 670000
001 (206) 800-0070 / contact@sc-mail.info

MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER

